

**Zeitschrift:** Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse  
**Herausgeber:** Union syndicale suisse  
**Band:** 42 (1950)  
**Heft:** 3

**Artikel:** À propos des statistiques du chômage dans le monde  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-384652>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 25.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## A propos des statistiques du chômage dans le monde

Par Synsoc

Il est inutile de le dissimuler: les dernières statistiques du chômage que publie, avec une scrupuleuse objectivité, le Bureau international du Travail sont inquiétantes<sup>1</sup>.

Dans la plupart des pays pour lesquels on possède des chiffres dignes de foi, le chômage s'est accru depuis un an. Dans un certain nombre de pays, il atteint la proportion sérieuse de 10 ou 12% du nombre total de travailleurs assurés. Et, si l'on ne considère que les chiffres absolus, dans trois pays au moins — l'Allemagne, l'Italie et les Etats-Unis — le nombre de chômeurs se chiffre par millions.

Toutefois, plusieurs Etats échappent à ce mouvement. Le nombre de sans-travail y demeure très bas et, pour quelques-uns d'entre eux, il est pratiquement inexistant.

Dès lors, la question se pose: s'agit-il d'une dépression, d'une crise générale dans le monde, ou bien sommes-nous en présence des effets d'une mauvaise politique économique et sociale pratiquée par certains pays? Un examen plus attentif des données disponibles nous permettra d'essayer de trouver une réponse à cette question angoissante pour les travailleurs.

\*

Cependant, avant de passer à l'examen des chiffres, il faut formuler quelques réserves indispensables.

D'abord, en ce qui concerne l'universalité des statistiques disponibles.

Il est des pays qui ne dressent pas — ou ne publient pas — des statistiques du chômage. Il en est d'autres qui les publient avec un tel retard que tout caractère d'actualité est perdu.

Ainsi, il n'y a guère de chiffres disponibles en ce qui concerne l'U. R. S. S. et les Etats satellites. Il n'y a pas, non plus, de statistiques convenables du chômage dans la plupart des pays de l'Amérique latine ou de l'Asie. Tout ce qu'on sait, c'est qu'en Europe orientale le travail forcé ou obligatoire occupe des millions d'hommes — et de femmes — dans des conditions qui échappent à toute comparaison avec celles que connaissent les travailleurs libres du monde occidental. On sait également que nombre de travailleurs d'Europe orientale, d'Amérique latine et d'Asie sont « sous-employés »: Dans l'agriculture surtout, leur faible rendement et les méthodes périmées de leur travail font que ces ouvriers industriels ou agricoles gagnent des salaires insuffisants; ils vivent dans des conditions comparables — et généralement inférieures — à celles des chômeurs partiels des

---

<sup>1</sup> Voir *Revue internationale du Travail*, février et mars 1950. Seuls les chiffres cités dans cette étude sont empruntés à la publication du B. I. T.; tous les commentaires sont dûs à notre collaborateur.

pays plus avancés. Parler de plein emploi dans les pays à travail forcé ou à sous-emploi chronique est une dérision.

Ensuite, les comparaisons entre le nombre de chômeurs dans les différents pays ne sont pas toujours aisées à établir, car les bases des statistiques varient d'un pays à l'autre. Cela est vrai même pour les pays industriels d'Europe, d'Amérique ou d'Australie.

Les uns recensent les chômeurs assurés; d'autres, les chômeurs syndiqués; d'autres encore procèdent à des estimations par sondages. Les uns relèvent les chômeurs qui reçoivent une allocation, une indemnité ou un secours; d'autres enregistrent les sans-travail qui s'adressent aux pouvoirs publics pour que ceux-ci les aident à trouver un nouvel emploi. Certaines statistiques éliminent radicalement les « inadaptables »; d'autres font entrer dans le total de chômeurs des travailleurs qui, tout en étant trop âgés ou partiellement invalides, échappent pour une raison quelconque à l'assurance-vieillesse ou à l'assurance-maladie ou invalidité et continuent à émarger aux fonds des caisses de chômage.

Enfin, lorsqu'on lit les statistiques du chômage, il faut toujours tenir compte de certains facteurs qui influencent ces statistiques, mais qui ne traduisent pas nécessairement une tendance économique générale.

Ainsi, par exemple, le chômage saisonnier dans le bâtiment est souvent déterminé par les caprices des intempéries et non pas par le rythme de la construction. Le chômage qui résulte de la surpopulation d'un pays et qui est aggravé par la fermeture des frontières des pays d'immigration n'a pas le même caractère que le chômage dû à la pénurie des commandes ou à l'extinction d'une industrie à la suite de la concurrence commerciale étrangère.

Mais, tout ceci étant dit — et il fallait le dire pour éviter des interprétations hâtives dans chaque cas particulier — il n'en reste pas moins vrai que les statistiques du chômage dans le monde telles qu'elles sont publiées par le B. I. T. reflètent une tendance générale. C'est cette tendance générale que nous allons dégager ici.

\*

La tendance générale, hélas, est nette: le chômage des travailleurs industriels est en augmentation dans la plupart des pays sous revue.

Voyons les chiffres.

En janvier 1950, on estimait le nombre total de chômeurs complets aux Etats-Unis à 4 480 000 ou 7,9% du total du nombre de travailleurs. C'est le chiffre le plus élevé depuis la guerre. Il y a un an, le nombre de chômeurs aux Etats-Unis s'élevait à 2 664 000 ou à 4,4%.

Au Canada, 9,7% de travailleurs assurés étaient en chômage en décembre 1949 (222 000 en chiffres absolus), contre 6,3% (ou 144 000) un an auparavant.

Passons à l'Europe.

En France, le nombre de travailleurs à la recherche d'un emploi — ou enregistrés comme tels — étaient de 153 000 en décembre 1949. En décembre 1948, il y en avait 98 600.

La Belgique semble battre tous les records: 15,4% du total de travailleurs assurés étaient sans emploi en janvier 1950 (ou 310 000 environ) contre 12,7% ou 253 000 en janvier 1949. Voilà un pays où le chômage massif semble devenir endémique.

Le chômage s'est accru dans des proportions considérables en Allemagne occidentale. En décembre 1948, la « bizonie » anglo-américaine comptait 743 000 chômeurs ou 5,7% du nombre total d'ouvriers et d'employés; en décembre 1949, ce chiffre est monté à 1 482 000 ou 10,9%, et il continue à monter. Dans la zone française, la chute de l'emploi a été plus rapide encore: 1,2% de travailleurs chômaient à la fin de 1948 et 5,1% à la fin de 1949.

En Italie, le nombre de sans-travail enregistrés est monté de 1 480 000 en octobre 1948 à 1 502 000 en octobre 1949.

Augmentation également au Danemark, aux Pays-Bas, en Finlande, en Autriche, en Espagne et en Suisse. Dans ce dernier pays, l'augmentation va de 15 500 chômeurs complets en janvier 1949 à 30 000 en janvier 1950. Cette augmentation semble s'expliquer par deux facteurs: les intempéries provoquant un chômage saisonnier important dans l'industrie du bâtiment; des difficultés croissantes d'exportation de certains produits suisses, difficultés dues à la politique monétaire d'une série de pays.

Par contre, le chômage est presque stationnaire en Irlande, en Grande-Bretagne, en Suède et en Norvège. Mais alors qu'en Irlande il se maintient à un taux variant entre 9 et 10%, en Angleterre il est de 1,7% (353 000 chômeurs), en Suède de 2% (18 600 chômeurs) et en Norvège de 1,6% (12 000 chômeurs).

Enfin, le chômage est en fait inexistant en Nouvelle-Zélande (30 chômeurs en novembre 1949) et en Australie (0,8 de syndiqués en chômage au cours du dernier trimestre de 1949).

Telle est la situation dans ce qu'il est convenu d'appeler le « monde occidental ». Quand au « monde oriental », répétons-le, il n'y a pas de statistiques...

\*

Une première remarque s'impose: une petite quantité de chômeurs semble être un mal inévitable partout.

Il y a le chômage saisonnier. Il y a les « inadaptables ». Il y a des travailleurs qui, pour des raisons personnelles, cherchent à changer de lieu de travail ou de métier. Il y a des usines ou des ateliers qui ferment leurs portes, définitivement ou provisoirement, pour des causes accidentelles indépendantes des contingences économiques générales.

Socialement, ce chômage réduit, bien que regrettable, n'est pas catastrophique si les trois conditions suivantes sont remplies: il ne faut pas que ce chômage dépasse un pourcentage très faible du total de la main-d'œuvre nationale; il faut que les travailleurs qui en sont victimes reçoivent des allocations suffisantes pour eux et pour leur famille; il faut que le même ouvrier ne reste pas sans travail pendant une période trop longue. Mais le chômage devient une plaie sociale et économique si ces trois conditions ne sont pas remplies. Une plaie sociale, car il provoque alors le découragement, la démoralisation et le déclassement des travailleurs et de leurs proches. Une plaie économique, car il pèse à la fois sur le pouvoir d'achat des masses, sur les conditions de travail des ouvriers occupés et inflige des dépenses improductives au trésor public.

Examinons maintenant, à la lumière de ces observations, la situation dans les divers pays occidentaux<sup>2</sup>. Dans les grandes lignes, ces pays se divisent en deux catégories principales: ceux où le chômage atteint ou dépasse 5% du nombre total de travailleurs; ceux où la proportion de sans-travail reste en dessous de 2%. Ou, autrement dit, les pays où le chômage constitue un problème inquiétant et les pays où ce problème semble avoir été résolu — pour le moment, tout au moins.

Ainsi, nous trouvons notamment dans la première catégorie les Etats-Unis, le Canada, l'Irlande, l'Allemagne, l'Italie et la Belgique. Dans la deuxième catégorie se classent nettement la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La France occupe un rang intermédiaire<sup>3</sup>.

Or, que constatons-nous?

Les pays de la première catégorie sont ceux qui ont choisi délibérément une politique de liberté économique. L'économie n'y est point planifiée; le rationnement du temps de guerre y a été complètement aboli; la liberté a été rendue au commerce international; le jeu de l'offre et de la demande détermine les conditions de l'emploi. En bref, les conditions sociales y sont subordonnées au libre jeu des forces économiques.

Les pays de la deuxième catégorie sont des pays où l'économie dirigée du temps de guerre a été prolongée longtemps pendant le temps de paix. Un programme de priorité dans les investissements est imposé et respecté. Les gouvernements pratiquent — ou, dans le

---

<sup>2</sup> Nous ferons abstraction de la Suisse à qui sa situation monétaire et sa structure économique particulières réservent une place à part dans l'économie européenne.

<sup>3</sup> Nous négligerons l'Autriche, dont l'économie est complètement faussée par l'occupation prolongée injustifiable et par la division en « zones »; ainsi que le Danemark, la Finlande et les deux pays ibériques qui sont ou bien trop petits ou bien trop isolés pour que les conditions régionales n'y jouent pas un rôle prépondérant.

cas de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, ont pratiqué jusqu'à il y a tout récemment — une politique de plein emploi. En bref, la politique économique de ces pays a été subordonnée aux objectifs d'ordre social.

Le résultat, dans le domaine du chômage tout au moins, saute aux yeux.

\*

Deux séries d'exemples, choisies toutes les deux en Europe, illustrent clairement ce qui précède.

La Belgique a été le premier pays du continent libéré de l'occupation nazie à renoncer à tous les contrôles économiques et à donner libre cours à l'initiative privée. Et n'a-t-on pas vanté, dans le monde entier, la prospérité de ce pays et son magnifique redressement! Résultat social: une armée de 300 000 chômeurs dans un pays de moins de 9 millions d'habitants.

À côté de la Belgique, il y a les Pays-Bas. Un peu plus de 9 millions d'habitants, une économie plus gravement atteinte par la guerre que celle de la Belgique, mais une politique planiste et dirigiste pratiquée à la fois avec fermeté et avec bon sens. Résultat social: le nombre de chômeurs — 50 000 en novembre 1949 — est six fois moins élevé qu'en Belgique.

Et voici l'autre comparaison:

La Grande-Bretagne a été gravement touchée par la guerre. Elle a subi des destructions. Elle a perdu tous ses investissements à l'étranger ainsi que sa primauté dans le domaine du commerce maritime. Elle est devenue débitrice de ses anciennes colonies. Elle est surpeuplée. Entre les deux guerres déjà, elle connaissait un chômage permanent d'environ 2 millions de sans-travail. Mais, après la guerre, elle est restée fidèle à l'économie dirigée et à la politique de plein emploi pratiquée pendant les hostilités. Les contrôles n'ont été levés que très parcimonieusement. Résultat social: chômage réduit à 1,7%.

Par contre, l'Allemagne, sortie de la guerre beaucoup plus meurtrière que la Grande-Bretagne, s'est offert le luxe du retour à l'économie libérale. Dont coût social: plus de 10% de chômeurs. Et il est inutile de souligner les conséquences sociales, économiques et politiques dont la présence de cette masse de sans-travail menace la jeune République allemande.

Il suffit d'établir ces comparaisons pour mettre à néant un slogan à la mode, mais ne répondant pas à la réalité: Le Plan Marshall apporte le chômage aux pays d'Europe.

Les pays européens victimes de la guerre ont besoin d'aide américaine. Cette aide, moralement, se justifie tout autant que se justifiait, en temps de guerre, le « prêt-bail » dont tous les alliés de l'Amérique ont largement bénéficié. Le peuple américain, dans son intérêt bien compris, fait un sacrifice substantiel pour aider les pays

d'Europe; cela fait honneur à sa maturité politique et, surtout, à la maturité politique des organisations syndicales américaines qui ont été parmi les principaux protagonistes du Plan Marshall. A ceux qui reprochent à l'Europe de bénéficier aujourd'hui de l'aide des Etats-Unis on peut rétorquer en leur demandant où en seraient aujourd'hui ces Etats-Unis sans la résistance européenne — et, particulièrement, britannique — à l'aggression hitlérienne?

Mais l'aide américaine et le chômage dans certains pays d'Europe n'ont rien de commun. Les uns dépensent leurs dollars à acheter des biens de consommation et activer le commerce de produits de luxe et de semi-luxe. Les autres utilisent leur part de dollars à améliorer leur outillage national et à soutenir une politique de plein emploi. La cause de ces politiques divergentes réside dans chacun des pays bénéficiaires du Plan Marshall, mais non pas dans le Plan Marshall lui-même.

\*

L'étude de la carte géographique du chômage en Europe occidentale permet de dégager deux constatations.

La première, c'est qu'une politique nationale d'économie contrôlée ou dirigée en fonction de plein emploi parvient à compenser les effets de la tendance mondiale à l'accroissement du chômage. Pour cette politique, il n'est pas de recette universelle. Elle doit s'adapter aux conditions particulières de chaque pays. Les nationalisations, ou le rationnement alimentaire, ou le contrôle des devises, par exemple, peuvent s'imposer dans certains pays et être superflus dans d'autres. Mais le partage se fait nettement entre les Etats qui façonnent leur politique économique en vue d'un objectif social — le plein emploi et une distribution plus égale du revenu national — d'une part, et ceux qui mesurent leur prospérité au rendement financier des capitaux investis et au revenu global, sans se préoccuper de la distribution de celui-ci.

La deuxième constatation, c'est que les efforts en faveur de l'unification de l'Europe sont battus en brèche par ces conceptions divergentes. Il est aisé de dénoncer l'insularité des uns ou le nationalisme des autres. En fait, il n'est pas possible de bâtir une Europe unie sans une base économique commune. Or, l'économie commune des peuples libres d'Europe sera-t-elle libérale (avec son cortège de chômeurs) ou sociale (avec son nivellement des revenus dans la sécurité sociale)? Tant que les peuples d'Europe ne se seront pas mis d'accord sur la réponse à donner à cette question essentielle, il est vain d'espérer la disparition des frontières économiques.